



MANIFESTE

DES ORGANISATIONS MEMBRES DE LA COORDONNATEUR DES ONGD- ESPAGNE CONTRE LA VIOLATION DES ENGAGEMENTS DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

DES PERSONNES D'ABORD
CRISE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN ET FINANCIER

La crise financière mondiale a des responsables spécifiques et connus. Des mesures n'ont pas été encore lancées pour mettre un prix sur cette responsabilité. Aussi ils sont en attente les décisions pour transformer le marché financier et le modèle de développement actuel dans un système plus équitable, juste, durable et humain, et de prévenir agir de nouveau les mêmes responsables en toute impunité.

Mais en attendant, cette crise est déjà prendre des victimes. Pas de victimes symboliques. **Des victimes avec prénoms et noms, plus de 1.020 millions de personnes entre les populations les plus vulnérables du monde**, en particulier dans les pays et les régions éloignées de la Bourse et le siège de grandes banques et institutions financières. Egalement dans nos rues, mais toujours touchant les plus vulnérables.

Il est inacceptable, et moralement répréhensible, que des mesures pour lutter contre la crise financière sont dirigées contre le Développement de l'Homme et les Objectifs du Millénaire. Pour principes et cohérence. Par des principes tels que la justice sociale, droits de l'homme et la solidarité avec les plus faibles. Pour cohérence avec tous les engagements signés, internationales, nationales et locales, par nos dirigeants et politiciens, à commencer par la Déclaration du Millénaire, suivi par le Pacte d'État contre la Pauvreté et se terminant par les pactes et les engagements des administrations autonomes et locales. Le manquement des engagements signés et pris au nom des citoyens et engagés avec la société, ce n'est pas le meilleur atout pour un représentant politique.

Aide publique au développement n'est pas un luxe pour de bons moments, non une aumône pour quand les coffres sont pleins. Il est une nécessité vitale pour des millions de

personnes, est un impératif éthique et moral que répondre à critères de justice, en plus d'être un engagement signé et une obligation des pouvoirs publics. Derrière il n'ya pas de statistiques ou de pourcentages ... Il ya des gens, des communautés, des sociétés, des gens, des aliments, des puits d'eau, des écoles, de médicaments, des centres de santé ...

La société espagnole a exprimé à plusieurs reprises son attachement à la solidarité avec les nécessiteux et cette volonté exprimés doit être respecté. Et, de manière significative, a exprimé son opposition à la mesure de supprimer l'aide aux pays les plus pauvres.

Nous demandons à nos représentants politiques de prendre conscience. Soyez conscients de leurs actions. Et ses conséquences. De ne pas agir en conséquence de la pression des marchés à court terme. D'agir à partir de la responsabilité morale de tenir dans leurs mains le sort de centaines de milliers de personnes. Même si elles n'ont pas la possibilité de voter pour eux aux prochaines élections, des millions de citoyens qui seront autorisés à le faire pourront exiger principes et cohérence.

Les organisations soussignées et les citoyens ont lancé un appel aux dirigeants politiques et gouvernement des administrations et institutions publiques à:

1 Proposer des mesures pour lutter contre la crise qui sont essentiellement orientés vers les responsables, et de causer les mêmes en créant une taxe sur les transactions financières, les mesures fiscales qui tombent sur ceux qui ont plus qui ont plus de richesse et que réductions budgétaires n'agissent pas contre les dépenses sociales et l'économie productive.

2 Réaffirmer leur engagement dans la lutte contre la pauvreté, le développement humain et les Objectifs du Millénaire pour le développement, tenue de leurs engagements de l'aide officiel pour le développement à niveau de l'État comme des administrations régionales et locales dans lesquelles la participation et l'implication de la société civile avec la coopération au développement est encore plus étroite et plus directe.

3 Et à ceux de nos dirigeants et politiciens, dans l'État, régions autonomes et municipalités- qui ont annoncé les mesures de réduction à cet égard, nous vous demandons de prendre conscience de leurs actions. **Et les corrigées.**